



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 12 octobre 2017 (6<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2017-10-12/03**

**OBJET : Compte rendu des dernières décisions prises par la Présidente en vertu des attributions déléguées par le Conseil**

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à 19h38, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)**

M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MARCEL Edmond, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia.

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)**

M. ROUX Harry à M. HILL Joseph  
M. BARDAIL Jean à Mme CARDOVILLE Prisca

**CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)**

Mme OUJAGIR Nadia, M. SIOUMANDAN Rénalt

**CONSEILLERS ABSENTS : Neuf (9)**

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Carroll, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme RAMASSAMY Yvelle

**A été élu secrétaire de séance : M. PORLON Pierre**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-10 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

**Vu** les statuts de la CANGT ;

**Vu** la délibération n° COM 2014-04-02/17 du 28 avril 2014, portant délégation d'attributions à la Présidente ;

**Considérant** qu'en vertu de la délibération visée, la Présidente a reçu du Conseil communautaire délégation d'attributions.

**Considérant** qu'en vertu des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, qu'il appartient à la Présidente de rendre compte au Conseil des décisions ainsi prises.

**Considérant** que la liste de ces décisions était annexée à la note de synthèse adressée aux conseillers communautaires.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après débat**

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De prendre acte des décisions prises la Présidente communautaire en vertu des délégations d'attributions accordées par le conseil communautaire par délibération n° COM 2014-04-02/17 du 28 avril 2014, conformément à la liste annexée à la présente délibération.

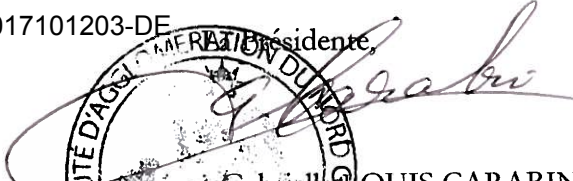
**ARTICLE 2:** La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.


Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Transmis en Préfecture le 14/11/2017

N° de télétransmission: 971-200044691-20171012-COM2017101203-DE

Présidente,  
  
Gabrielle LOUIS CARABIN



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*